

Logements sociaux : des communes hors la loi

Comment accepter, dans un Etat de droit, que de nombreux maires, parfois députés ou sénateurs, s'affranchissent de la loi? Je voudrais évoquer ici la loi Solidarité et renouvellement urbains, votée en 2000, qui impose aux communes de se doter de logements sociaux à hauteur d'au moins 20% de leur parc immobilier. Elles ont vingt ans pour atteindre cet objectif. Que constate-t-on? Alors que la législation devrait entraîner la construction de plus de 20 000 logements sociaux chaque année, la réalité est bien différente. Un tiers des communes respectent la loi grâce à un effort conforme, voire supérieur, à leurs obligations; un autre tiers d'entre elles se sont engagées dans la construction, mais restent en deçà des objectifs imposés. Enfin, les autres ignorent délibérément la loi, s'en vantant même quelquefois, utilisant ce refus comme argument électoral en direction de certains, faisant peu de cas des sanctions financières - très faibles au demeurant.

Cet immobilisme est intolérable, non seulement en regard du respect de la loi, mais aussi parce qu'il compromet toute évolution de nos villes. Il ne permet pas cette fameuse mixité sociale qui semble plaire à tous les élus... sauf lorsqu'elle leur impose de modifier leur gestion communale. Il entrave la lutte contre l'exclusion et freine l'intégration, puisqu'il empêche les communes moins riches de diversifier la population qu'elles accueillent. Enfin, la réticence de certains élus à appliquer la loi alimente la flambée des prix de vente (+ 88% depuis 1998) et des loyers. Jusqu'où une société peut-elle accepter que des mécanismes d'obstruction ou de refus mettent en péril son équilibre et son développement?

La crise du logement, en France, est aussi grave et importante que la question de la sécurité routière. Or, dans ce domaine, le gouvernement a osé entreprendre une politique forte et active en multipliant contrôles, amendes et campagnes de prévention pour faire évoluer les mentalités et respecter la loi. Nous ne demandons pas autre chose pour le logement. N'hésitons pas à tripler les pénalités! Il faut éviter que la ville ne garde en son sein que les plus aisés, les plus âgés et une partie des plus pauvres dans ses quelques logements sociaux. Nous allons au-devant de graves difficultés si notre société n'est plus capable d'ouvrir ses cités à toutes les catégories de population. Voulons-nous vraiment une ville sans familles, sans jeunes couples, sans ouvriers, sans employés, sans fonctionnaires? Voulons-nous d'une ville privée d'avenir?